UNE PRESSE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Rassemblement pour la liberté de la presse en Tunisie et au Maroc

mardi 17 novembre 2009, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2009).

RASSEMBLEMENT POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE EN TUNISIE ET AU MAROC

MERCREDI 18 NOVEMBRE, PLACE DE L'OPERA

DE 17h à 19h

En **Tunisie et au Maroc**, des journalistes sont persécutés, condamnés et emprisonnés pour l'exercice de leur métier. Une véritable chasse aux sorcières, pour museler les quelques voix qui déborderaient les « lignes rouges ».

En **Tunisie**, les autorités se sont acharnées sur ceux qui par leur plume ont critiqué la mascarade électorale de la nième réélection du Président Ben Ali qui ne lésine pas sur les moyens pour faire taire les voix discordantes. Faute de pouvoir les bâillonner, il fabrique des prétendus délits pour les emprisonner.

C'est ainsi que l'écrivain-journaliste, Taoufik Ben Brik, paye lourdement sa liberté de ton et ses critiques acerbes. Après d' incessantes tracasseries, surveillances policières, intimidations, menaces et provocations, le pouvoir tunisien n'a pas hésité à l'emprisonner et à monter de toutes pièces une procédure judiciaire de droit commun à son encontre.

Zouheir Mekhlouf, membre de l'association de soutien aux prisonniers politique« Liberté et Equité », a été arrêté sous prétexte d'avoir réalisé un reportage « non autorisé »qui visait à dénoncer la pollution et la dégradation de l'environnement dans la zone industrielle de la Ville de Nabeul.

Slim Boukhdir, correspondant du site internet de la chaîne satellitaire Al Arabya, a été enlevé, tabassé, dépouillé et abandonné nu le soir du 29 octobre. Son domicile est surveillé par la police. Il avait déjà été condamné à 1 an de prison ferme en décembre 2007 dans le cadre d'une affaire montée de toutes pièces, et libéré en Juillet 2008 suite à une campagne de solidarité internationale.

Lotfi Hajji, correspondant d' Aljazeera, a récemment été victime de « tracasseries » à l'aéroport, lors de voyages à l'étranger.

Sihem Ben Sedrine, animatrice du journal en ligne « Kalima » et de la radio libre « Kalima » interdite, porte-parole du CNLT, est également dans le collimateur des barbouzes de la police politique qui ne cessent de la harceler et de l'agresser.

Dans le même temps, la censure et la cyber police n'ont jamais été aussi actives : saisie de l'hebdomadaire « At-Tarik Al Jadid », fermeture de la station « Radio 6 » émettant sur internet…

Florence Beaugé, envoyée spéciale du quotidien « Le Monde » a été refoulée le 22 octobre à son arrivée à l'aéroport de Tunis. Elle est accusée « d'incitation à la haine, la mort et attentat contre la

Tunisie ».

Lundi 9 novembre, les rédactions des 3 seuls journaux d'opposition indépendants du pouvoir et théoriquement autorisés en Tunisie ont pris une décision conjointe : Al-Mawfik (PDP), Attariq Aljadid (Attajid), et Mouwatinoun (FTDL) ont décidé de cesser de paraître pendant 1 semaine afin de protester contre la censure déguisée dont ils font l'objet en permanence : saisies illicites, intimidation des distributeurs, détournement des copies, etc. Ainsi, la situation de la presse libre en Tunisie est plus claire que jamais.

Au **Maroc**, c'est sous prétexte de la sacralité du Monarque et de l'intégrité territoriale que se fait l'instrumentalisation de la machine judiciaire qui réprime les journalistes et asphyxie financièrement les publications.

Certains d'entre eux ont ainsi été poursuivis et condamnés pour avoir abordé dans leurs écrits la maladie du Roi révélée pourtant par un communiqué officiel du Palais. Le Directeur d'Al Michaal, Driss Chahtane, a été condamné à un an de prison ferme et incarcéré sur le champ. Ses confrères, Rachid Mahamid et Mustapha Hayrane, (Al Michaal), Ali Anouzla et Bouchra Eddou (du quotidien Al-Jarida Al-Oula) ont été condamnés à des peines allant de 3 mois à 1 an avec sursis. D'autres ont été poursuivis et condamnés pour une caricature jugée attentatoire aux symboles de l'Etat.

Le directeur de Akhbar Al Youm, Taoufik Bouachrine, et le caricaturiste Khalid Gueddar ont eu droit à une double peine : condamnés chacun à un an de prison avec sursis pour « avoir publié une caricature jugée irrespectueuse de la famille royale et du drapeau national » et, dans la foulée, condamnés par le même tribunal et dans un jugement disjoint, pour « manque de respect dû au prince », à trois autres années de prison avec sursis et à payer solidairement des dommages et intérêt d'un montant de 3 millions de dirham (270 000 euros) au profit du cousin du Roi.

Au mois d'août, le Ministère de l'intérieur a ordonné en toute illégalité la saisie et la destruction de 100 000 exemplaires des magazines TelQuel et Nichane, qui étaient encore sous presse. Les autorités leur reprochent d'avoir voulu publier, en partenariat avec le journal français Le Monde, un sondage d'opinion sur le bilan des dix ans de règne du Roi. Le numéro du quotidien Le Monde a été interdit de vente au Maroc. Même si les résultats de ce sondage peuvent s'apparenter à un plébiscite, pour le porte-parole du gouvernement : « La monarchie ne pouvait être sujette à débat, même dans le cadre d'un sondage » !

Le journaliste sahraoui Mustapha Abdedayem, détenu depuis octobre 2008, a subi de mauvais traitements qui ont entraîné des maladies (hypotension aiguë et hyper glycémie). Après avoir perdu conscience, il a été transféré à l'hôpital de Tiznit.

En solidarité avec les journalistes victimes d'exactions et de poursuites judiciaires et pour exiger la libération de ceux qui sont emprisonnés (Tawfik Ben Brik, Driss Chahtane, Zouheir Makhlouf, Mustapha Abdedayem…), nous vous appelons à participer au Rassemblement organisé sur le Parvis de l'Opéra, Mercredi 18 Novembre 2009 de 17H à 19H .

Premiers signataires :

ACHR, AMF, ANHRI, ASDHOM, ATF, ATF Paris, ATMF, ATTAC, Cedetim, CNT, CORELSO, CPR, CRLDHT, Ettajdid, FASE, FDLT, FSU, FTCR, LDH, MRAP, Observatoire Français des Droits de l'Homme, NPA, PCOT, Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme dans le Monde Arabe, PCF, PDP, RSF, SIPM/CNT, Solidaires, UTIT, les Verts, Voie Démocratique, …